Le cri d'alarme des anciens généraux

Un mouvement d'anciens responsables de la sécurité d'Israël propose une méthode pour arriver à deux Etats pour deux peuples.

ENTRETIEN : MARIE-CÉCILE ROYEN

Héros de la guerre de Kippour (1973), le général à la retraite Amnon Reshef est le fondateur des Commanders for Israel's Security (CIS). Les Commandants pour la sécurité d'Israël sont davantage qu'un club *d'old boys* rendus à la vie civile. Issus du gratin de la sécurité israélienne (armée, police, renseignement intérieur et extérieur), ils disposent d'un niveau d'information plus élevé que la moyenne. Quatre anciens directeurs généraux du Mossad sur les cinq encore en vie en font partie. Ces 286 anciens généraux ou équivalents sont inquiets pour la sécurité de leur pays.

En dépit des apparences (la protection de Trump, la collaboration plus poussée avec certains pays arabes, dont l'Arabie saoudite), le feu gagne la maison. En cause : l'annexion rampante de la Cisjordanie. Les Commandants préconisent non un plan de paix avec les Palestiniens, mais une méthode pour y parvenir, sur la base du principe de deux Etats pour deux peuples.

Le 6 novembre, le lanceur d'alerte Amnon Reshef et Michael Maayan, ancien haut responsable de la sécurité et membre de la direction du mouvement, ont été reçus par le Premier ministre, Charles Michel (MR). Bénévoles, ils refusent tout financement gouvernemental ou paragouvernemental, mais font appel aux dons privés pour financer leurs campagnes d'information. Le Vif/L'Express les a rencontrés.

Comment est né Commanders for Israel's Security ?

Amnon Reshef : Après la guerre de Gaza de 2014, je suis arrivé à la conclusion que le gouvernement israélien devait prendre une initiative, parce qu'Israël était entraîné dans une situation inextricable qu'il subissait au lieu de prendre le leadership. Avec mon background militaire, je me suis demandé quel genre de pays j'allais laisser à mes cinq enfants et à mes seize petits-enfants. Où va Israël ? J'ai donc décidé d'écrire une lettre ouverte au Premier ministre, en lui demandant de prendre une initiative de paix basée sur le principe de deux Etats pour deux peuples. Ce n'était pas une critique ni une attaque. La dernière phrase, écrite en lettres capitales, était : « Dirigez-nous et nous vous suivrons. » J'ai demandé à un ami à partir de combien de signatures de collègues on pouvait considérer cela comme un succès, et il m'a répondu vingt-cinq. En quelques jours, j'ai eu 103 signatures. C'est alors que nous avons décidé de faire quelque chose ensemble. Aujourd'hui, nous sommes 286.

Michael Maayan : Nous représentons 85 % des généraux ou de leurs équivalents libres de leur parole dans les quatre grands corps de sécurité : armée, Mossad, Shin Beth, police. Cela ne signifie pas que ceux qui sont encore en activité ne sont pas d'accord avec nous, seulement, ils ne peuvent pas le dire publiquement.

A. R. : Nous sommes un mouvement non partisan, nous ne soutenons et nous ne nous opposons à aucun leader ou parti politique. Nous n'avons pas d'intérêts personnels politiques ou économiques. Notre seul intérêt est de préserver notre pays bien-aimé et de sécuriser un Etat démocratique, avec une solide majorité juive pour les générations à venir.

Votre projet Security First, la sécurité avant tout, a évolué depuis 2014. Quelle est sa philosophie actuelle ?

A. R. : La seule solution viable entre les Palestiniens et nous est une solution à deux Etats, dans un contexte de règlement général parrainé par les Etats arabes modérés que sont l'Egypte, la Jordanie, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite. A qui nous adressons-nous ? D'abord à l'opinion publique israélienne, ensuite au gouvernement israélien et à la Knesset, ensuite aux médias, un instrument important dans un Etat démocratique, et enfin, à la communauté juive de la diaspora. Cela fait des années qu'on entend nos dirigeants parler de la gestion

« NOUS NE SOMMES PAS DES PRÊCHEURS, NOUS SOMMES DES PROFESSIONNELS DE LA SÉCURITÉ. »
Amnon Reshef

FRÉDÉRIC RAEVENS

Michael Maayan, ancien haut responsable de la sécurité israélienne, et Amnon Reshef, héros de la guerre du Kippour, opposés à l'annexion rampante de la Cisjordanie.

du conflit, du statu quo, et nous pensons que c'est mentir au peuple de lui dire qu'il y a un statu quo. Les choses vont de mal en pis. Depuis les accords d'Oslo, les négociations avec les Palestiniens n'ont pas évolué. Et donc, nous venons avec un plan intermédiaire, provisoire, que l'on peut mettre en œuvre, même si Israël n'a pas de partenaire.

C'est donc un plan unilatéral ?

M. M. : Oui et non. Quand on parle au public israélien de décision unilatérale, il pense immédiatement à l'évacuation de la bande de Gaza, qui est perçue comme une erreur. Ce n'est pas du tout de ça qu'il s'agit. On avance indépendamment du fait qu'on a en face de nous quelqu'un en capacité de négocier ou pas. Le principe de ce plan, c'est qu'Israël doit prendre un certain nombre de mesures destinées, premièrement, à améliorer la situation sécuritaire israélienne, deuxièmement, à améliorer la situation économique des Palestiniens, troisièmement, à améliorer la position internationale d'Israël et son image et, quatrièmement, à préserver les conditions de relance des négociations qui amènent à un accord définitif basé sur le principe de deux Etats pour deux peuples. D'ici là, il n'est pas question d'évacuer l'armée ou les implantations. Les étapes du plan sont réversibles. Si le processus ne se déroule pas comme prévu, on arrête tout et on revient à la situation précédente. Le gouvernement dit qu'il n'y a pas de partenaires. Nous, on dit que même s'il n'y a pas de partenaires, nous pouvons réaliser ce plan.

En quoi le statu quo actuel est-il défavorable à Israël ?

M. M. : La situation va de mal en pis, parce qu'il y a une annexion rampante qui, lorsqu'elle arrivera à un point de non-retour, risque de déclencher une réaction en chaîne qu'on ne pourra plus contrôler.

A. R. : L'administration Trump soutient le gouvernement israélien, qui croit à tort qu'il peut faire tout ce qu'il veut. Depuis deux ans, à cause de cette atmosphère, de plus en plus de budgets sont accordés à des implantations isolées en dehors des blocs d'implantation de la zone C. Le développement de ces implantations nécessite beaucoup d'infrastructures et de lois qui vont dans le sens de l'annexion. Tous les sondages que nous avons faits prouvent cependant que les Israéliens soutiennent à 65 % - 70 % la solution à deux Etats : vivre séparés des Palestiniens et non l'un dans l'autre (*NDLR : les Arabes israéliens ne sont pas concernés*). Vu le bruit que font la coalition gouvernementale et les partis d'extrême droite, cette majorité silencieuse se considère elle-même comme une minorité. Elle se lamente plutôt ➜

AMMAR AWAD/REUTERS

Les anciens généraux plaident pour l'achèvement de la barrière de séparation avec les Palestiniens, ici, à Jérusalem-Est.

➜ que de crier. Un de nos objectifs est de lui donner de l'énergie.

Quels sont vos arguments à l'adresse de l'opinion publique israélienne ?

A. R. : Nous avons fait réaliser une étude de 400 pages sur les conséquences d'une éventuelle annexion de la Cisjordanie. Nous allons la publier avant les élections législatives de 2019. Même une annexion partielle provoquera une réaction en chaîne qui, tôt ou tard, nous amènera à annexer quasiment l'ensemble de la Cisjordanie. Il y aura alors trois millions de Palestiniens dans le Grand Israël, soit environ 40 % d'Arabes pour environ 60 % de Juifs. Avec deux options, toutes les deux invivables. Soit un seul Etat avec des citoyens de seconde zone, modèle d'apartheid qui vaudra à Israël le bannissement international. Soit un Etat binational, avec des droits égaux pour tous les citoyens mais où, dans quelques années, les Arabes deviendront majoritaires. Ce ne sera plus le même pays, le même drapeau, le même hymne. C'est pourquoi il est vital de ne pas être entraîné sur cette pente de l'annexion.

Qui a montré ses effets négatifs à Jérusalem-Est…

A. R. : Nous avons l'exemple de Jérusalem-Est qui est annexée à Israël, où vivent 330 000 Palestiniens qui ont le statut de résidents permanents. Ils ne sont ni citoyens israéliens, ni naturalisés. Tôt ou tard, si on annexe la Cisjordanie, on aura sous notre responsabilité trois millions de Palestiniens. Cette charge économique, nous l'évaluons à plus de dix milliards de dollars par an.

Quelles sont les étapes concrètes de Security First ?

A. R. : En premier lieu, il s'agit de compléter la barrière de sécurité, inachevée à 40 %. Une série de colons s'y opposent parce qu'ils ont des prétentions territoriales à l'ouest de cette barrière. Chaque jour, plus de 100 000 Palestiniens viennent travailler en Israël, dont la moitié sans permis. Sur ces 50 000 illégaux, seuls 20, 30 ou 40 représentent un danger. A l'exception de ces derniers, nous proposons de légaliser leur entrée sur le territoire israélien, ce qui permettra ➜

➜ d'augmenter leur niveau de vie et de calmer l'atmosphère. Les quartiers arabes de Jérusalem-Est sont actuellement une zone de non-droit, sans police et sans armée. C'est un foyer de terrorisme et de trafics en tout genre, où circulent des milliers d'armes illégales. Il faut y rétablir la sécurité. La bande de Gaza manque de tout : eau, électricité, travail. Dans le plan Security First, il y a des mesures humanitaires destinées à Gaza. En Cisjordanie, il faut soutenir l'économie locale. Nous essayons d'expliquer à l'opinion publique israélienne que c'est en réduisant la frustration et la colère des Palestiniens qu'on diminue le risque de violence. A Jérusalem, la situation est complexe. Il y a une douzaine de quartiers israéliens construits après la guerre des Six Jours sur l'ex-territoire de la Cisjordanie…

M. M. : Lors de tous les rounds de discussion avec les Palestiniens, ils acceptent le principe qu'Israël les annexe, dans le cadre d'une solution définitive. D'un autre côté, une quantité de quartiers arabes de Jérusalem-Est seront restitués au futur Etat palestinien.

A. R. : Près de 40 % de la population de Jérusalem est composée d'Arabes palestiniens, mais ils bénéficient seulement de 10 % du budget municipal. Ce n'est pas juste. Ils doivent avoir de meilleures conditions de vie, c'est dans notre intérêt. Notre plan prévoit une municipalité séparée qui sera aidée par un fond de développement alimenté par la communauté internationale et Israël.

La barrière de sécurité doit-elle devenir la future frontière de l'Etat hébreu ?

A. R. : Non. Le gouvernement israélien devra faire une déclaration politique selon laquelle Israël n'a pas de prétention sur les territoires qui sont à l'est de la barrière de sécurité, soit 90 % de la Cisjordanie. On y reste en guise de garantie intermédiaire, jusqu'à ce qu'un accord définitif soit signé. Cela ne veut pas dire que les 10 % qui se trouvent entre la ligne verte et la barrière de sécurité seront annexés. Cela sera négocié avec les Palestiniens dans le cadre d'un futur accord. Dès lors, il faut geler toutes les implantations à l'est de la barrière. C'est difficile, pour ne pas dire impossible, d'expliquer un plan de soixante pages au grand public. C'est pourquoi nous le résumons en deux mots : pas d'annexion, séparation. Le but étant qu'Israël reste un Etat sûr, démocratique, avec une solide majorité juive.

En Israël, l'Institut pour les études de sécurité nationale préconise aussi une séparation politique et territoriale avec les Palestiniens, en y ajoutant l'objectif qu'Israël reste un Etat moral…

« MÊME S'IL N'Y A PAS DE PARTENAIRES, NOUS POUVONS RÉALISER CE PLAN. »
Michael Maayan

M. M. : Ils ont repris 99 % de ce que nous avons publié, il y a deux ans.

A. R. : Nous les soutenons. Pour nous, l'éducation, la santé et les infrastructures ont des effets sur la sécurité, sans qu'il soit besoin de parler de morale. Nous ne sommes pas des prêcheurs, nous sommes des professionnels de la sécurité. De cela découle notre autorité et notre plus-value. Pour le reste, la Déclaration d'indépendance de l'État d'Israël renvoie à des valeurs démocratiques comme l'égalité des droits de tous ses citoyens, sans distinction de race, de religion ou de genre.

Comment a réagi le monde politique israélien à vos propositions ?

A. R. : Nous sommes en contact avec les partis sionistes. On n'est pas opposé au Premier ministre Benjamin Netanyahu. Parfois, certains hommes politiques nous qualifient de gauchistes. Il y a deux ans, un ancien patron du Shin Beth (*NDLR : renseignement intérieur*), Yoram Cohen, qui a été éduqué dans une yeshiva, une école religieuse, qui porte une grosse kippa noire et est proche des milieux nationalistes, a plaidé pour la solution à deux Etats lors de sa première intervention publique après sa retraite, ce qui a fait réagir un ancien chef de la coalition gouvernementale : « Je ne comprends pas ce qu'il leur arrive à tous ces officiers supérieurs des services de sécurité et de l'armée. Dès qu'ils quittent la vie active, ils deviennent tous gauchistes. C'est incroyable ! »

M. M. : Le président de l'Etat d'Israël, Reuven Rivlin, qui est un proche du Betar, pro-Jabotinsky, la droite nationaliste la plus raide en Israël, est traité aujourd'hui de gauchiste par certains milieux d'extrême droite…

Les Palestiniens sont-ils associés à votre réflexion ?

A. R. : On ne parle pas en l'air. Les étapes de ce plan ont été accueillies favorablement par les Palestiniens, les Jordaniens et les Egyptiens. J'ai montré le brouillon du plan à des responsables palestiniens. Le *draft* ! Ils m'ont dit *off the record* : « C'est le salut pour la région ». Je ne sais pas pourquoi ils n'en parlent pas plus… En réalité, si je veux être un peu cynique, je me demande si je veux vraiment qu'ils approuvent officiellement ce plan, car cela conduirait les Israéliens à penser que celui-ci leur est défavorable et que ce n'est pas une situation *win-win*. Il y a deux ans, j'ai voulu en parler à Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne. Il m'a invité à Ramallah, mais la rencontre n'a finalement pas eu lieu. Habituellement, les Palestiniens n'acceptent pas de plans intermédiaires, mais dans ce cas-ci, ils l'acceptent. Pourquoi ? S'il y a une déclaration officielle d'Israël qui s'engage à un règlement négocié ayant pour objectif deux Etats pour deux peuples, ils peuvent s'en accommoder. V